Création prochaine d'un groupe « Les amis de Ali Benouari »

POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE NATION CONFRONTEE A DE MULTIPLES DEFIS

Notre pays aborde le deuxième demi-siècle de son indépendance qui coïncide avec le 3ème Millénaire. Il est plus que jamais temps de faire l'audit de ces 50 premières années *sans a priori*. Il y va de notre survie en tant qu'Etat.

En effet, dans un monde nouveau caractérisé par la globalisation, nous sommes contraints par un processus continu de dérèglementation et par ce qu'il induit comme conséquences au niveau du droit international public. Si cette évolution offre un avantage dans la mesure où les retards technologiques peuvent se rattraper rapidement, il convient de ne pas ignorer qu'elle rend fragiles les petits pays. La moindre erreur se paie cash.

Si les questions du mode d'emploi des ressources peuvent être résolues aisément, la question du mode de gouvernance apparaît désormais cruciale car c'est d'elle, et d'elle seulement, que tout découle.

Qui, en effet, peut affirmer que cette question est secondaire, et que l'exercice solitaire du pouvoir peut venir à bout des problèmes si complexes du développement ? Qui peut prétendre détenir, seul, la vérité et convaincre qu'il ne peut pas commettre d'erreurs, sachant que les erreurs sont inhérentes à la nature de l'être humain ? Qui peut affirmer qu'il peut être à la fois celui qui conçoit et qui réalise, qui peut juger et contrôler ses propres actions ? C'est toute la problématique de la démocratie, qui repose sur la volonté du plus grand nombre.

L'Algérie, contrairement à bien des pays, possède en son sein toutes les ressources qui peuvent assurer son développement. Rien ne lui manque : ni l'espace, ni les ressources humaines, qu'elle ne possédait pas au lendemain de son indépendance, ni l'énergie et les matières premières. A quoi s'ajoute une position géostratégique des plus enviables.

Pour conjurer la montée des périls, qui peuvent dégénérer en chaos économique et social, il faut raffermir la cohésion sociale, par un sursaut

citoyen qui doit imposer le débat démocratique. Seul un tel débat, libre, peut ramener la confiance entre le pouvoir et les citoyens.

Le socle, autour duquel nos concitoyens doivent s'organiser me semble clair :

1. l'abandon de l'exercice solitaire du pouvoir, ce qui signifie la construction d'un **système parlementaire**, en rupture avec la notion d'homme providentiel et en rupture avec les notions ambiguës de légitimité historique. Seul ce type de régime peut nous prémunir contre nos anciens démons, c'est-à-dire la tentation d'un homme ou d'un groupe d'hommes à imposer leur hégémonie, sur la base d'une légitimité qu'ils s'arrogent, qu'elle soit d'ordre historique, religieux, ou autre.

2. La libération de toutes les énergies que recèle notre peuple. Pour cela le nouveau système politique à construire doit reconnaître que la **LIBERTE** est notre bien le plus précieux. Rien ne saurait la contraindre, en dehors des règles que le peuple se fixe lui-même.

3. **L'instauration d'une justice, qui doit être la même pour tous**. Pour les riches et les puissants comme pour les faibles et les démunis. Pour cela, les notions de *séparation et d'équilibre* des pouvoirs sont indispensables. La force d'une justice réside en effet dans son indépendance totale vis-à-vis des pouvoirs, exécutif (le gouvernement) et législatif. Il me semble nécessaire, à cet égard, que les juges comme les procureurs soient élus au suffrage universel selon des règles à définir. Ce n'est qu'ainsi qu'on les mettra définitivement à l'abri des pressions des deux autres pouvoirs. Leur légitimité doit être aussi forte.

Ces trois valeurs ont été à la base du programme que j'ai présenté lors de la dernière campagne présidentielle.

Les multiples marques de soutien et de sympathie enregistrées ainsi que les appels à ne pas renoncer m'ont encouragé à poursuivre le combat politique et le travail de clarification entrepris.
Cet attachement aux idées exposées dans mon programme trouve sa justification dans l'aggravation de la situation économique et financière du pays, confirmant mes inquiétudes et mes prévisions, qui sont aujourd'hui partagées par un grand nombre de citoyens.

Cette inquiétude est renforcée par le fait que tous les équilibres sociaux sont, non le fruit d'efforts productifs, mais celui de subventions massives, à tous les niveaux, qui risquent d'être anéantis dans peu de temps.
Ces équilibres sociaux reposent sur trois facteurs que nous ne maîtrisons pas, ou que nous n'avons pas su gérer : le prix du pétrole, le volume de la production d'hydrocarbures et la consommation intérieure en énergie et en carburants. Or les deux premiers ont entamé leur première baisse significative depuis 15 ans tandis que la croissance de la consommation intérieure (plus de 10% par an) ne ralentit pas, bien au contraire. Cette hyper consommation de précieuses ressources, à caractère non renouvelable, est le résultat d'une logique démagogique plus qu'économique, qui réduit chaque année les quantités disponibles à l'exportation alors que le flux des importations s'élève à un seuil exceptionnel.
La rupture des équilibres macro-économiques a commencé, et avec elle le retour de l'inflation qui frappe les catégories les plus pauvres. La corruption atteint des niveaux inégalés et l'on s'aperçoit que la politique de subventions, qui a ruiné le pays, a surtout profité aux riches et servi au maintien d'un pouvoir autoritaire et sans vrai contrôle démocratique.
Face à cette montée des périls une seule réponse béate est fournie par les tenants du pouvoir : tout va bien, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, nous allons réindustrialiser le pays, relancer l'économie, investir des centaines de milliards de dollars d'ici 2019, construire des centaines de milliers de logements, etc. En somme, le même discours que l'on entend depuis 15 ans, et qui nous a menés au bord du gouffre. Cette déliquescence de la bonne gouvernance et l'omniprésence des clans et des prédateurs ne permet pas d'établir un vrai rapport de confiance entre gouvernants et citoyens, dans un contexte de violences et de déstabilisation des ensembles régionaux arabe et africain.
L'impasse qui perdure, aggravée parl'état de la santé du Président, est reconnue et soulignée par tous les observateurs, tant nationaux qu'étrangers, et nourrit les plus vives inquiétudes sur la destinée nationale.

Si l'on ne s'engage pas rapidement dans des réformes politiques radicales, il est à craindre une réédition du scénario noir post-Octobre 1988. Car dans ce scénario, nos ressources actuelles fondront comme neige sous le soleil. Nous ne pourrons plus financer les indispensables et couteuses réformes. Les réformes que l'on refuse aujourd'hui s'imposeront d'elles même quand l'Etat n'aura plus les moyens de financer son train de vie et nourrir la population et l'appareil de production. On sera contraint de se tourner de nouveau vers l'endettement extérieur. Les sommes colossales que le pays devra emprunter, le passage par le FMI deviendra nécessaire. Pas plus qu'en 1994, Le FMI ne nous fera de cadeau. Il nous

imposera un nouveau programme d'ajustement structurel qui induira une énorme dévaluation de notre monnaie, à la mesure des déséquilibres accumulés. Cette dévaluation forcée sera présentée comme un moyen inévitable pour corriger les excès et les dérives enregistrées par deux décennies de conduite économique sans rigueur ni management intelligent.
Les plus touchés seront les classes moyennes et modestes. Le nouveau plan d'ajustement structurel cherchera, comme le précédent, à imposer une sorte de correction globale du pouvoir d'achat de la nation, qui aggravera à une échelle sans précédent le désordre économique et social du pays. Désordre qui nourrira les forces centrifuges déjà à l'œuvre depuis de nombreuses années lesquelles ne manqueront pas d'être exploitées par les ennemis de notre pays.

Qu'il me soit permis de saluer tous nos concitoyens qui ont compris le sens de mon message. Ayant compris aussi le sens de leurs marques de sympathie, je voudrais ici les rassurer quant à mon attachement au pays et au maintien d'une communication saine, par laquelle je les tiendrai au courant de l'approfondissement du programme et des idées que j'ai présentées lors de la dernière élection présidentielle.

Cet approfondissement se fera avec leur participation et celle du plus grand nombre d'experts algériens dans tous les domaines. Notre pays recèle, localement et au sein de notre diaspora à l'étranger les talents qu'il faut pour engager le pays dans la voie du redressement. Notre matière grise est notre plus grande richesse. C'est elle qui nous permettra de sortir de la dépendance aux hydrocarbures.
Expliquer et clarifier les enjeux pour une meilleure compréhension de l'économie politique. Voilà ce qui me parait être une tâche urgente et nécessaire.
A cet effet, j'ai décidé de créer un groupe de réflexion : **les amis d'Ali Benouari.** Ce groupe sera bientôt visible sur internet et sur les réseaux sociaux tel Facebook. Le travail de ce groupe de réflexion se fera avec les citoyennes, les citoyens, les travailleurs algériens en Algérie ou à l'étranger ainsi qu'avec toutes les élites du pays qui se reconnaissent dans les objectifs et les idéaux de mon engagement exprimé dans mon programme. Le point de convergence est l'intérêt national, dont nul ne peut prétendre au monopole.

Fraternellement
Ali Benouari